



FELIX/CARLOS DIAZ

Restauration des institutions pour des villes plus sûres et inclusives

Malgré les progrès réalisés sur le plan de l'égalité salariale, la violence est en hausse dans les villes du Venezuela. Des travaux de recherche du Laboratoire des sciences sociales (LACSO) démontrent que le respect de l'état de droit s'est effrité et que les citoyens comptent sur des institutions non officielles – comme la famille, l'église, ou des réseaux criminels ou paramilitaires – pour les protéger.

La pauvreté et l'inégalité salariale sont souvent citées comme facteurs incitant à la violence. Pourtant, même si les ressources pétrolières du Venezuela l'enrichissent depuis quelques années, le taux de criminalité y est en hausse. De 1999 à 2010, le taux de pauvreté a chuté de moitié, alors que le taux d'homicide a grimpé de 25 à 57 par 100 000 personnes. En 2015, il était passé à 90. Quelle est la cause de ce phénomène, qui survient à un moment où l'inégalité atteint le plus bas niveau jamais connu en Amérique latine ?

Le défi : Quel rôle les institutions jouent-elles dans la sécurité des villes ?

Bien que d'autres se soient intéressés à l'infrastructure et à certains aspects du bien-être physique comme facteurs expliquant la violence et l'insécurité, les chercheurs du Laboratoire des sciences sociales (LACSO) du Venezuela examinent depuis 2013 les normes sociales et les règles et institutions officielles et informelles qui forment le tissu social. En combinant diverses méthodes de recherche, notamment l'étude de cas, les entrevues et un sondage national, ils ont étudié ces institutions et leur lien avec le taux de criminalité et la cohésion sociale dans quatre villes : Caracas, Ciudad Guayana, San Cristóbal et San Antonio del Táchira. Leur objectif était de trouver des solutions favorisant la sécurité et l'inclusivité dans ces villes.

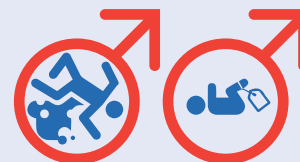
État de droit et violence à Caracas



Les salaires ont augmenté, mais la violence demeure à la hausse



La pauvreté est passée de 49 % en 1999 à 28 % en 2010, alors que le taux d'homicides a plus que doublé



Parmi les victimes d'homicides, 82 % sont des hommes, tout comme 74 % des victimes d'enlèvement



Parmi les participants au sondage, 85 % considéraient le pays moins sécuritaire qu'il y a dix ans



Dans 68 % des cas, les habitants comptent sur leurs voisins pour les protéger; seuls 26 % des participants comptent sur les policiers



Dans les communautés, on considère que ce sont les femmes qui assurent le maintien de la paix

L'éffritement de l'état de droit

Les résultats indiquent qu'une dégradation du respect envers les institutions formelles dans l'ensemble des classes sociales rend l'État dans l'incapacité d'appliquer de l'état de droit, de protéger ses citoyens et de résoudre les conflits. Dans un sondage réalisé en 2015 à l'échelle nationale, plus de 82 % des participants de classe moyenne et 90 % des habitants des bidonvilles étaient en désaccord avec un énoncé indiquant que le respect pour de l'état de droit avait augmenté au cours des dix dernières années. La même année, le Venezuela s'était classé au dernier rang de l'indice de l'état de droit du World Justice Project.

L'inefficacité, la corruption et l'impunité ont favorisé l'érosion de la primauté du droit et ont suscité chez le public une méfiance envers l'État. Moins de 10 % des participants au sondage font confiance aux policiers, aux tribunaux, aux juges et aux prisons. Les policiers se sentent rejetés par la population et abandonnés par les autorités alors qu'ils sont confrontés à une vague de violence dans les rues. En 2015, à Caracas, environ trois policiers étaient tués chaque semaine.

Dans ce contexte, les habitants des bidonvilles ont adopté leurs propres normes et règlements qui dictent les liens sociaux et servent à résoudre les conflits relatifs à l'occupation du territoire et à atténuer les tensions découlant de la crise aiguë du logement et du manque de services et d'espaces publics. Ces institutions non officielles se présentent sous deux types de capital social : le caractère « vertueux », qui se traduit par une confiance accrue envers des institutions traditionnelles comme la famille, la religion et les voisins, et le « pervers », qui compte sur des groupes paramilitaires et criminels pour administrer la justice par la violence.

Le rôle des femmes dans la réduction de la violence

Les chercheurs ont découvert d'importantes différences entre les sexes, tant sur l'incidence de la violence que sur les tentatives de pacification. Alors que les hommes sont les premières cibles et auteurs d'actes de violence, les femmes font figure d'autorité morale non menaçante. Cette perception leur a donné un rôle déterminant – comme mères, enseignantes ou religieuses – pour réduire la violence et rétablir la confiance dans les quartiers.

Dans les écoles, par exemple, les enseignantes qui réprimandent des étudiants violents risquent moins de subir des représailles que leurs homologues masculins. À Caracas, des mères ont aidé à négocier des trêves entre des gangs de jeunes. Des religieuses ont utilisé des images religieuses pour reconquérir des espaces envahis par des vendeurs de drogue.

Intégration de la non-violence dans la société

Si la crise persiste au Venezuela, il subsiste des occasions d'améliorer la sécurité des citoyens en travaillant avec les écoles, les universités, les centres de recherche, les mouvements sociaux et l'industrie pour favoriser l'intégration de formes non violentes de cohésion sociale.

Depuis les élections de 2015, les chercheurs diffusent les résultats de leurs travaux de recherche grâce aux médias de masse et à la publication,

RECOMMANDATIONS

- Donner plus de pouvoir aux femmes dans leur rôle pacificateur et séparer la confrontation de la culture et de l'identité masculine.
- Renforcer les normes qui réduisent la violence et encouragent des relations sociales saines dans les espaces privés comme publics.
- Favoriser la stabilité dans l'éducation et les programmes de travail pour les jeunes, afin de les exposer à un environnement fondé sur des règlements.
- Faire contribuer l'appareil de l'État au renforcement du rôle des institutions non officielles au caractère « vertueux » (voisinage et congrégation religieuse) dans le maintien de la sécurité et de l'ordre social.

l'éducation et la mobilisation des responsables des politiques. Ils ont présenté des recommandations au Parlement et ont formé plus de trente députés et membres de l'effectif de l'assemblée nationale sur la sécurité des citoyens et le système pénal national. Ils ont également contribué à la création d'observatoires de la violence dans différentes régions du pays et offert des ateliers pour les chercheurs universitaires, les étudiants et divers professionnels, notamment des sociologues, psychologues, avocats et journalistes.

MULTI-FUNDER INITIATIVE



L'initiative Villes sûres et inclusives est une initiative de recherche internationale financée conjointement par le CRDI et le Department for International Development du Royaume-Uni. Lancée en 2012, elle compte 15 équipes multidisciplinaires réparties dans 40 villes d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et d'Amérique latine, qui recueillent des données probantes sur les liens possibles entre la violence urbaine, la pauvreté et les inégalités.

Villes sûres et inclusives

Centre de recherches pour le développement international
C.P. 8500, Ottawa, ON
Canada K1G 3H9
Téléphone: +1 613-236-6163
Fax: +1 613-238-7230
Courriel: villes@crdi.ca | www.crdi.ca/villes